

LA CROISSANCE VERTE NE CRÉE PAS D'EMPLOIS¹

Rémy Prud'homme²

17 juin 2009

Une étude payée par le ministère de l'Ecologie, largement relayée dans les médias (cinq colonnes à la une dans *Les Echos* du 16 juin), affirme que le Grenelle de l'Environnement va créer plus de 600 000 emplois.

Les dépenses imposées par le Grenelle de l'Environnement, qui s'élèvent à un peu moins de 40 milliards d'euros par an, vont en effet créer beaucoup d'emplois, dans le bâtiment, dans l'industrie ferroviaire, dans la production de panneaux photovoltaïques, etc. M. Wauquiez, il y a quelques mois, parlait de 500 000 emplois. M. Borloo fait mieux. Ces chiffres sont des estimations plausibles.

Mais ils ne racontent que la moitié de l'histoire. Car ils ignorent les emplois que les mesures imposées par le Grenelle vont détruire. D'où viennent en effet les 40 milliards qui vont être dépensés ? Des administrations pour 15 milliards, des ménages et des entreprises pour le reste. Les 15 milliards de dépense publique supplémentaire sont des impôts supplémentaires qui vont diminuer la consommation d'autant. Les 25 milliards de dépenses obligatoires des ménages et des entreprises vont avoir le même effet. Nous allons consommer plus de TGV et d'isolation, mais moins de carottes, de pneumatiques, de meubles ou de livres. Une analyse plus approfondie prendrait en compte les surcoûts pour les consommateurs causés par la tarification de l'éolien et du photovoltaïque, qui augmentent la facture, et les économies d'énergie, qui la diminuent. Mais en première approximation, on peut dire que le Grenelle va aussi réduire la consommation de 40 milliards. Et par voie de conséquence l'activité et l'emploi.

De combien ? On aura une bonne idée de l'impact d'une diminution de la consommation sur l'emploi en divisant le nombre d'emplois du secteur marchand par la consommation des ménages : on obtient 18 000 emplois par milliard d'euros de dépense. Un milliard de consommation en moins,

¹ Publié dans *Les Echos*, 10-11 juillet 2009, sous le titre : « l'écologie ne crée pas d'emplois ».

² Professeur émérite, Université Paris XII

c'est en moyenne 18 000 emplois en moins. 40 milliards de dépenses en moins, c'est environ 700 000 emplois qui disparaissent. Telle est l'autre moitié de l'histoire, sur laquelle le ministère de l'Ecologie jette un voile pudique, sans que l'on sache s'il s'agit de sa part d'ignorance ou de manipulation. Le Grenelle de l'Environnement va peut-être créer 600 000 emplois dans le secteur de l'environnement, mais il va en détruire 700 000 dans les autres secteurs.

Ce regard borgne est en France habituel en matière de dépense publique. Tous ceux qui proposent une nouvelle dépense mettent en avant les milliers d'emplois qu'elle va « créer ». Si la dépense publique « créait » véritablement des emplois, la France, qui est champion du monde de la dépense publique (après la Corée du Nord), ne compterait plus un chômeur depuis longtemps !

En réalité la dépense publique ne crée pas des activités et des emplois. Elle en déplace, d'un secteur à un autre. Elle change la structure de l'activité et de la consommation. La dépense imposée par la loi aux ménages et aux entreprises fonctionne de la même façon. On a bien le droit de croire que la nouvelle répartition des activités, des emplois et des consommations induite par le Grenelle de l'Environnement est plus désirable que l'ancienne. On a aussi le droit de penser le contraire. C'est un débat légitime et intéressant.

Mais il ne faut pas le polluer avec des demi-vérités qui finissent par faire de gros mensonges et du vrai bourrage de crânes. La sagesse populaire le sait bien, on ne peut pas avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre, et la crème par dessus le marché.

(3 600 caractères)